



HAL
open science

Les classes moyennes peuvent-elles dynamiser la croissance du PIB dans les économies émergentes ?

Pierre Salama

► **To cite this version:**

Pierre Salama. Les classes moyennes peuvent-elles dynamiser la croissance du PIB dans les économies émergentes ?. 2014. halshs-00952752

HAL Id: halshs-00952752

<https://shs.hal.science/halshs-00952752>

Preprint submitted on 27 Feb 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les classes moyennes peuvent-elles dynamiser la croissance du PIB dans les économies émergentes ?

Pierre Salama

N°61 | février 2014

Certains économistes voient dans cet essor des classes moyennes une opportunité de redynamiser la croissance des économies émergentes menacée par le « middle income trap » (le piège du revenu moyen), tirée dès lors par la croissance des biens de consommation durables sophistiqués. D'autres considèrent que l'essor des classes moyennes vient de la croissance et qu'un cercle vertueux pourrait exister entre croissance et classes moyennes. Dans le cadre d'une globalisation maîtrisée, ces deux thèses sont erronées : une redistribution des revenus en faveur des catégories les plus démunies peut dynamiser la croissance et, ce faisant, diminuer la pauvreté.

Working Papers Series

Les classes moyennes peuvent-elles dynamiser la croissance du PIB dans les économies émergentes ?

Pierre Salama

Février 2014

L'auteur

Professeur émérite des universités, Université de Paris 13, Pierre Salama est chercheur au Centre d'Économie de Paris-Nord (CEPN - CNRS - UMR 7115). Latino-américaniste reconnu, primé par la chaire Julio Cortazar, il a publié de très nombreux livres, la plupart traduits en espagnol/portugais. Membre du comité de rédaction de plusieurs revues étrangères, il a été directeur scientifique de la revue *Tiers Monde* et du Groupe de Recherche sur l'État, l'Internationalisation des Techniques et le Développement (GREITD). La dynamique du sous-développement, la pauvreté et le mode de financiarisation des pays émergents latino-américains et asiatiques sont ses principaux champs d'investigations.

Ses derniers ouvrages : *Les économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis*, Paris, Armand Colin, collection U, 2012, 232 p. ; *Migrants et lutte contre les discriminations en Europe. Vivre ensemble dans l'égalité*, 2010, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe, 102 p. ; *Le défi des inégalités. Une comparaison économique Amérique latine/Asie*, 2006, Paris, La découverte, 168 p.

Site personnel : <http://pierre.salama.pagesperso-orange.fr/>

Le texte

Ce texte est dédié à la mémoire de Jacques Valier, mon complice. Il a été discuté lors d'un séminaire FMSH-UFRJ à Rio de Janeiro en novembre 2013 et lors d'une séance du séminaire BRICs à la Fondation Maison des sciences de l'homme, le 13 janvier 2014.

Citer ce document

Pierre Salama, *Les classes moyennes peuvent-elles dynamiser la croissance du PIB dans les économies émergentes?*, FMSH-WP-2014-61, février 2014.

© Fondation Maison des sciences de l'homme - 2014

Informations et soumission des textes :

wpfmsh@msh-paris.fr

Fondation Maison des sciences de l'homme
190-196 avenue de France
75013 Paris - France

<http://www.fmsh.fr>

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP>

<http://wpfmsh.hypotheses.org>

Les Working Papers et les Position Papers de la Fondation Maison des sciences de l'homme ont pour objectif la diffusion ouverte des travaux en train de se faire dans le cadre des diverses activités scientifiques de la Fondation : Le Collège d'études mondiales, Bourses Fernand Braudel-IFER, Programmes scientifiques, hébergement à la Maison Suger, Séminaires et Centres associés, Directeurs d'études associés...

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions institutionnelles de la Fondation MSH.

The Working Papers and Position Papers of the FMSH are produced in the course of the scientific activities of the FMSH: the chairs of the Institute for Global Studies, Fernand Braudel-IFER grants, the Foundation's scientific programmes, or the scholars hosted at the Maison Suger or as associate research directors. Working Papers may also be produced in partnership with affiliated institutions.

The views expressed in this paper are the author's own and do not necessarily reflect institutional positions from the Foundation MSH.

Résumé

On observe une tendance à l'augmentation des classes moyennes quel que soit le critère d'appartenance adopté. Cependant les critères d'appartenance aux classes moyennes sont loin de faire l'unanimité chez les économistes et l'importance des classes moyennes varie selon les auteurs. Avec une définition large des classes moyennes – le seuil inférieur étant proche de la ligne de pauvreté –, le groupe vulnérable tend à perdre de son importance et l'hétérogénéité de ce groupe augmente. A l'inverse, le choix d'une définition étroite des classes moyennes limite leur caractère « attrape tout » et ainsi leur hétérogénéité. Certains économistes voient dans cet essor des classes moyennes une opportunité de redynamiser la croissance des économies émergentes menacée par le « middle income trap » (le piège du revenu moyen), tirée dès lors par la croissance des biens de consommation durables sophistiqués. D'autres considèrent que l'essor des classes moyennes vient de la croissance et qu'un cercle vertueux pourrait exister entre croissance et classes moyennes. Dans le cadre d'une globalisation maîtrisée, ces deux thèses sont erronées : une redistribution des revenus en faveur des catégories les plus démunies peut dynamiser la croissance et, ce faisant, diminuer la pauvreté.

Mots-clefs

classes moyennes, croissance, globalisation, distribution des revenus

Can the middle class boost the growth in the emergent countries?

Abstract

One observes a tendency to the increase in the middle class whatever the criterion of membership adopted. However the criteria of membership of the middle class are far from achieving the unanimity in the economists and the importance of the middle class varies according to authors'. With a broad definition of the middle class - the lower threshold being close to the line of poverty -, the vulnerable group tends to lose of its importance and the heterogeneity of this group increases. On the contrary, the choice of a narrow definition of the middle class limit their character "catches all" and thus their heterogeneity. Some economists see in this rise of the middle class to spur economic growth of the emergent economies threatened by " middle income trap", drawn consequently by the growth from the sophisticated durable consumer goods. Others consider that the rise of the middle class comes from the growth and that a virtuous circle could exist between growth and middle class. Within the framework of a controlled globalization, these two theses are erroneous: a redistribution of the incomes in favour of the the most underprivileged sectors can increase the growth and, by doing this, decrease poverty.

Keywords

middle class, growth, globalization, distribution of income

Sommaire

L'émergence des classes moyennes dans les pays émergents	5
Les approches basées sur le revenu	5
Les approches intégrant les comportements de consommation	8
Le pari des classes moyennes pour dynamiser la croissance ?	9
Un cercle vertueux entre la baisse des salaires des ouvriers, l'augmentation du taux de croissance et l'essor des classes moyennes au Brésil (1960-1970)	10
Le contexte change avec la globalisation	11
Conclusion	13
Bibliographie	13

Selon les données de la Banque Mondiale, la population dans les économies en voie de développement correspondait à 83% de la population mondiale en 2000. Cette part s'est légèrement accrue et passe à 85% en 2010. Mais la consommation de cet ensemble sur la consommation mondiale a augmenté à un rythme beaucoup plus rapide : 18% de la consommation mondiale en 2000 et 30% en 2010.

L'accroissement relatif de la consommation des pays du Sud est la conséquence principalement de la croissance plus importante de ces pays – notamment celle des pays émergents – par rapport aux pays avancés et de l'importance croissante des classes moyennes dans la formation sociale des pays émergents. Selon la Brookings Institution et le rapport annuel du PNUD (2013) sur le développement humain, les classes moyennes – définies comme celles dont le niveau de revenu, par individu et par jour, est compris entre 10 dollars et 100 dollars PPA au taux de change de 2005 – constituent 29% de la population mondiale, soit 1,85 milliard d'individus en 2009. Leur nombre devrait augmenter à un rythme soutenu et s'élever à 3,25 milliards d'individus en 2020 et à 4,9 milliards en 2030, toutes choses étant égales par ailleurs. Elles devraient être de plus en plus concentrées dans les pays émergents, là où la croissance et la population sont les plus importantes. En 2030, les 2/3 des classes moyennes mondiales résideraient en Asie, 10% en Amérique centrale et du sud contre en 2010, 1/3 en Asie et 9% en Amérique centrale et du sud (Ernst et Young, 2013).

La plupart des économistes analysant les classes moyennes dans les pays émergents, les définissent par les niveaux de revenus, rarement par les patrimoines et par les catégories socioprofessionnelles. Les critères d'appartenance utilisés reposent sur des intervalles de revenus plus ou moins larges selon les auteurs. Il en résulte que l'importance numérique absolue et relative des classes moyennes est plus ou moins grande. Plus importantes sont les classes moyennes, plus efficaces paraissent être les politiques économiques passées, plus grande serait la légitimité des gouvernements ! Le problème se déplace alors des pauvres, qu'on analyse moins, vers les classes moyennes, qu'on étudie plus.

On observe une tendance à l'augmentation des classes moyennes quel que soit le critère

d'appartenance adopté¹. Certains économistes voient dans cet essor des classes moyennes une opportunité de redynamiser la croissance des économies émergentes menacée par le « middle income trap » (le piège du revenu moyen), tirée dès lors par la croissance des biens de consommation durables sophistiqués. D'autres économistes considèrent que l'essor des classes moyennes vient de la croissance et qu'un cercle vertueux pourrait exister entre croissance et classes moyennes. En revanche, d'autres auteurs soulignent qu'une redistribution des revenus en faveur des catégories les plus démunies serait de nature à dynamiser la croissance et ce faisant à diminuer la pauvreté.

L'émergence des classes moyennes dans les pays émergents

Les approches basées sur le revenu

Aperçu de critères d'appartenance basés sur le revenu

Les critères d'appartenance aux classes moyennes élaborés par les économistes consistent le plus souvent à définir des seuils (des tranches) de revenus minimum et maximum. Les classes moyennes sont le plus souvent définies à partir de tranches de revenus absolus indépendamment de la distribution des revenus. Les seuils de référence minimums et maximums sont variables selon les économistes. Pour d'autres économistes, les critères d'appartenance aux classes moyennes tiennent compte de la distribution des revenus.² C'est ce que nous allons successivement présenter.

Certains auteurs définissent l'appartenance aux classes moyennes à partir de seuils de revenus d'un ensemble de pays de référence. Une des mesures

1. Dans la plupart des pays d'Amérique latine, l'augmentation des classes moyennes s'accompagne d'une tendance à la baisse de leur revenu moyen disponible au cours des quinze dernières années (Galassi G.F. et Gonzalez L.M., 2012). Par contre, celui-ci augmente fortement dans les pays asiatiques. Mais, les inégalités de revenus croissant considérablement en Chine et en Inde, le revenu moyen des classes moyennes croît moins vite que celui des classes riches mais plus rapidement que celui des pauvres et des individus proches du seuil de pauvreté.

2. On peut trouver de très bonnes synthèses dans les travaux de la Banque Mondiale (Ravaillon M., 2009 ; Ferreira F, Messina J., Rigolini J., Lopez Calva L.F., Lugo M.A. et Vanis R., 2013) de la Banque interaméricaine de développement (Lora E. et Fajardo J., 2011), ou bien de l'OCDE (Kharas H., 2010).

les plus utilisées, celle de Milanovic et Yitzhaki (2002), consiste à établir le seuil de revenu minimum à partir du revenu moyen du Brésil et le seuil maximum à partir du revenu moyen de l'Italie, à une date donnée. Calculé en parité de pouvoir d'achat de l'année 2000, le seuil minimum est de 12 dollars par jour et par individu et le seuil maximum de 50 dollars. D'autres auteurs situent le seuil minimum à 10 dollars PPA, correspondant à la moyenne des revenus moyens du Portugal et de l'Italie, et le seuil maximum à 100 dollars, correspondant au revenu médian d'un pays riche, le Luxembourg. D'autres auteurs enfin définissent l'appartenance aux classes moyennes en prenant des seuils minimums plus proches de la ligne de pauvreté, soit 2 dollars PPA, par jour et par individu (valeur médiane de la ligne de pauvreté dans 70 pays en développement) et 10 dollars pour le maximum (Banerjee et Duflo, 2008) ou bien 3 dollars et 13 dollars (valeur de la ligne de pauvreté aux Etats-Unis, Ravallion M, 2009). Selon cette dernière définition, les individus appartenant aux classes moyennes dans les pays en développement seraient considérés comme pauvres aux Etats-Unis...

Ces estimations des classes moyennes définissent le seuil de revenus minimum d'appartenance de manière absolue. Plus celui-ci est proche de la ligne de pauvreté, plus la mobilité de la catégorie pauvre à moyenne est alors quasi direct, la catégorie couches vulnérables (celle située entre les pauvres et les classes moyennes) devenant marginale. Par contre, si ce seuil est éloigné de la ligne de pauvreté, et si le revenu augmente, nombre de pauvres atteindront les couches vulnérables.

Comme nous l'avons indiqué, d'autres économistes définissent les critères d'appartenance aux classes moyennes en tenant compte de la distribution des revenus du pays considéré pour fixer les seuils minimum et maximum. Appartiendraient aux classes moyennes, les individus dont le revenu se situe, selon les définitions, soit entre le 3^e et le 9^e décile, soit entre le 2^e et le 4^e quintile, soit entre le 3^e et le 4^e quintile. Par ailleurs, certains économistes, comme Birdsall, (2010), marient les deux approches, absolue et relative, en utilisant un seuil minimum absolu de revenu (par exemple 10 dollars PPA) et un seuil maximum relatif de revenu (avoir un revenu en deçà du 95^e percile). Enfin, d'autres définitions se réfèrent au revenu médian : appartiendraient aux classes moyennes les individus (les ménages) dont le revenu se situe

soit entre 0,75 et 1,25 fois le revenu médian, soit entre 0,5 et 1,5 fois le revenu médian, soit enfin de manière plus large, ceux dont le revenu est compris entre 0,6 et 2,25 fois le revenu médian.

Comme on peut l'observer les critères d'appartenance aux classes moyennes sont loin de faire l'unanimité chez les économistes. Les intervalles de revenus sont plus ou moins larges et le seuil minimum est plus ou moins éloigné de la ligne de pauvreté. L'importance numérique absolue et relative des classes moyennes diffère selon la définition adoptée et, ce faisant, leur hétérogénéité..

Des estimations très différentes de l'importance des classes moyennes

- L'importance numérique des classes moyennes en termes absolus et relatifs est incontestable quelle que soit la définition retenue. Cependant, les estimations varient fortement selon les modes de calcul adoptés.

Lora E et Fajardo J (2011,op cit) comparent les résultats obtenus selon ces différents critères pour les principaux pays latino-américains. Les résultats obtenus pour 2007 sont assez différents selon le critère retenu comme on peut le voir dans le tableau ci-après.

L'importance numérique des classes moyennes est moindre si la fourchette de revenu est étroite et le seuil inférieur éloigné de la ligne de pauvreté, toutes choses étant égales par ailleurs.

Lorsque le seuil de revenu minimum fixé pour estimer les classes moyennes est relativement proche de la ligne de pauvreté, la classe moyenne tend à enfler rapidement avec l'augmentation du revenu moyen et la baisse de la pauvreté.

Selon les calculs de Neri, construits à partir de seuils absolus de revenus, les classes moyennes brésiliennes constituent plus de la moitié de la population (Neri, 2010). Le Brésil serait devenu un « pays de classes moyennes » ! (Singer, 2009, et pour une approche plus critique : Ricci, 2013). Si on prend comme critère la tranche autour du revenu médian (0,75 à 1,25), les classes moyennes brésiliennes représentent en 2007, 24% de la population, et 67% de la population si on considère la tranche de revenu 3 à 13 dollars PPA, par jour, par individu.

Avec une définition large des classes moyennes fixant un seuil de revenu inférieur proche de la ligne de pauvreté, il reste peu d'espace pour

Importance comparée des classes moyennes en 2007, en pourcentage de la population totale

	Seuils définis à partir de niveaux de revenu		Seuils définis à partir du revenu médian		Seuils absolu et relatif
	2 à 10\$	2 à 13\$	0,5 à 1,5 fois	0,75 à 1,25 fois	
Argentine	45	57	46	23	45
Bresil	58	67	45	24	27
Chili	61	71	45	23	27
Mexique	59	66	40	20	17
Amérique latine	58	66	42	22	21

Source : Lora E. et Fajardo J. (2011,op.cit), p.22.

d'autres catégories sociales entre les pauvres et les classes moyennes et l'illusion s'installe qu'un nombre important de pauvres atteint le statut de classes moyennes...Ce qui donne une mauvaise photographie de la mobilité sociale³. C'est d'ailleurs ce qui conduit M. Pochmann (2012), dans le cas du Brésil, à remettre en question l'utilisation de la catégorie des classes moyennes qui, selon les critères adoptés par les institutions gouvernementales, serait devenue majoritaire conjointement à la diminution de la pauvreté⁴.

Les écarts de chiffrage sont encore plus importants concernant l'Inde. Selon les analyses de McKinsey Global Institute (2013), les classes moyennes de ce pays ne comprennent que 50 millions d'individus en 2005, alors que la Banque mondiale les évalue à 264 millions à la même date, à partir d'une des définitions retenue par Ravallion.

3. Rappelons, avec L. Chauvel (2006) que, les structures sociales n'étant pas figées, « La question de l'étendue réelle des classes moyennes. .. est indissociable d'une analyse des flux de mobilité qui traversent la société et de la fréquence à laquelle les personnes passent d'un milieu à l'autre » (p.28)

4. Selon Pochmann, 94% des emplois formels – c'est-à-dire déclarés et protégés - entre 2004 et 2010 ont été créés avec des salaires inférieurs à 1,5 salaire minimum. Celui-ci ayant fortement augmenté, l'écart avec le revenu définissant la ligne de pauvreté a augmenté. A partir de la définition large adoptée par les autorités brésiliennes, la plupart des titulaires de ces emplois appartiennent désormais aux classes moyennes, alors que si on suit les critères retenus par le BCG, ce sont surtout les couches vulnérables et les classes moyennes émergentes qui bénéficient de la hausse du revenu disponible au Brésil.

Le choix d'une définition étroite des classes moyennes limite leur caractère « attrape tout » (Goux D. et Maurin E., 2012) et ainsi leur hétérogénéité⁵. Il peut permettre, par un découpage plus fin, une approche plus féconde de la formation sociale et de ses transformations. Selon l'approche suivie par Ferreira F. et alii, pour l'Amérique latine⁶ les classes moyennes ont un revenu se situant entre 10 et 50 dollars PPA par jour et par individu. Ainsi, en 2010, les classes moyennes et riches sont minoritaires puisque seulement 32% des ménages ont un revenu supérieur à 10 dollars PPA par jour et par individu. Les 68% des ménages latino-américains ayant un revenu inférieur à 10\$ par jour et par individu se répartissent en pauvres pour 30,5% et en vulnérables pour 37,5%, le revenu de ces derniers s'établissant entre 4 et 10 dollars PPA par jour, par individu.

Par ailleurs, entre 1995 et 2010, 43% de l'ensemble des ménages ont changé de groupe⁷. La moitié

5. Celle-ci ne disparaît pas pour autant. Le critère des revenus « est problématique car, pour une même tranche de revenu, les profils sociaux concernés peuvent être complètement différents » rappelle S. Bosc (p.41), aussi conviendrait-il d'associer à ce critère d'autres critères comme le niveau d'éducation, la stabilité ou la précarité de l'emploi, le patrimoine. On peut alors opposer les nouvelles classes moyennes aux anciennes classes moyennes selon que le capital économique ou culturel domine.

6. Selon le *Boston Consulting Group* (BCG), le groupe des vulnérables est le groupe le plus important au Brésil. Avec l'augmentation des revenus disponibles, une translation a lieu : des pauvres deviennent vulnérables, des vulnérables deviennent «classes moyennes basses (émergentes) ».

7. Cette analyse doit s'appuyer sur des enquêtes et neutraliser les biais démographiques si l'intervalle de temps est important.

des ménages pauvres en 1995 connaît une amélioration telle de ses revenus qu'elle devient vulnérable en 2010. Par contre, très peu de ménages vulnérables (0,9%) connaît une régression de ses revenus et devient pauvre et, à l'inverse une proportion significative (18,2%) des ménages vulnérables rejoint les classes moyennes en 2010.

Les approches intégrant les comportements de consommation

Une autre approche consiste à définir les groupes sociaux en s'appuyant sur leurs comportements de consommation. Ainsi on peut distinguer différents groupes : ceux qui peuvent accéder aux biens de consommation durables coûteux (achat d'une automobile), ceux qui accèdent aux biens de consommation moins coûteux (achat d'un téléphone mobile), etc. Les classes moyennes – ainsi que les classes riches – peuvent se définir par leur capacité d'acheter des biens de consommation durables et coûteux. Connaître la dimension d'un marché donné est un pré-requis pour analyser la valorisation possible d'un investissement pour produire ces biens, compte tenu des conditions de salaires et de travail, et de la concurrence.

La Carnegie Foundation (Uri D. et Shimelsi A., 2012) identifie les classes moyennes dans les pays émergents à leur capacité d'acheter des automobiles. Uri D. et Shimelsi A. (op. cit.) ont cherché à chiffrer l'ampleur des classes moyennes selon ce dernier critère⁸. Selon leurs calculs, en Chine, 106 millions d'individus appartiennent à la classe moyenne en 2010, chiffre voisin de celui obtenu par Milanovic-Yitzhoni (fourchette de revenus entre 12 et 50 dollars PPA, par personne et par jour). En Inde, 70,5 millions d'individus appartiennent aux classes moyennes, chiffre élevé comparé à celui Milanovic-Yitzhoni de 37 millions. Au Brésil, les classes moyennes comptent 84,15

8. En pondérant toutefois par le nombre de personnes par ménages dans le but d'effectuer des comparaisons entre les pays, la dimension des ménages n'y étant pas la même. Le nombre de voitures dans chaque pays est alors multiplié par le nombre moyen de personnes par foyer. Les classes moyennes ont en général moins d'enfants. Le nombre d'enfants par foyer est donc plus faible que la moyenne nationale, prise ici en compte. Il y a de ce fait une surestimation de la classe moyenne lorsqu'on la mesure par le nombre de voitures pondéré par la dimension moyenne de la famille et ce d'autant plus que le nombre d'enfants est éloigné de la moyenne nationale. On ne peut corriger cette erreur en prenant en considération le nombre d'enfant par foyer appartenant à la classe moyenne car ce serait définir les classes moyennes par les classes moyennes.

millions d'individus, ce qui représente 42% de la population, estimation inférieure de 10 à 15 points à celle du gouvernement.

Le taux de croissance des ventes d'automobiles est élevé tant en Chine qu'en Inde depuis plusieurs années. On estime que cette croissance devrait se maintenir dans les cinq prochaines années. Continuer à définir les classes moyennes par leur capacité d'acheter des automobiles perdra de sa pertinence à l'avenir. En effet, la baisse des coûts de production des automobiles, la possibilité de différencier le produit et de créer des voitures « low cost », sont de nature à élargir le marché de ces biens à d'autres couches de la population ainsi qu'on a pu l'observer dans les pays avancés. C'est pourquoi, il sera de plus en plus difficile d'utiliser les ventes d'automobiles neuves comme variable proxy des biens de consommation durables.

La catégorie biens de consommation durables regroupe des biens très divers : certains sont coûteux, d'autres non. Certes l'achat d'une automobile neuve nécessite un revenu relativement élevé, comparé à celui des catégories pauvres et vulnérables, mais ce n'est pas le cas pour l'achat d'une motocyclette, voire d'une automobile d'occasion. Certains biens durables sont aujourd'hui accessibles aux catégories vulnérables, voire pauvres, grâce à la baisse des coûts de production et des prix et à la hausse des revenus de ces catégories. C'est le cas des téléphones mobiles et de certains produits de l'industrie informatique ...

Le Boston Consulting Group (BCG) classe la population dans les pays émergents en 5 groupes sociaux en croisant les revenus avec les comportements de consommation : les pauvres, les catégories vulnérables, les classes moyennes émergentes, les classes moyennes intégrées et les riches. Les comportements d'achat portent sur un échantillon de 200 biens et services. Les paniers de consommation diffèrent selon les catégories sociales et leurs contenus évoluent avec l'augmentation des revenus (voir encadré).

Selon le BCG, l'expansion des classes moyennes (émergentes et intégrées) est indéniable et devrait continuer dans le futur. Au Brésil, la part des ménages des classes moyennes dans le total passe de 18% en 2000 à près de 23% en 2010 et atteindrait près de 30% en 2020. Ces chiffres, réserve faite des écarts de méthodologie, sont inférieurs aux estimations officielles. En Chine et en Inde, les classes moyennes dans chacun de ces pays

Croisement des revenus et des comportements de consommation

L'intérêt des travaux du BCG est le croisement de comportements de revenus et de consommation. Le BCG considère un échantillon de 200 biens et services.

Les ménages pauvres (revenu inférieur à 3000 dollars PPA par an au taux de change de 2005) et les ménages vulnérables (revenu entre 3000 et 15000 dollars PPA) limitent leurs achats à des produits de base et à des biens de consommation durables simples lorsque leur revenu augmente (réfrigérateurs, télévisions, produits électroniques simples, téléphones portables...). Les classes moyennes émergentes (revenu annuel par ménage entre 15000 et 30000 dollars PPA) diversifient leurs achats vers des produits plus complexes et de meilleure qualité (motos, smartphone, voire automobiles). Les classes moyennes intégrées (revenu annuel par ménage entre 30000 et 45000 dollars PPA) consomment de plus en plus de services (éducation supérieure pour leurs enfants, hôtellerie, transport aérien...) suite à la hausse de leur revenu. Enfin les classes riches (revenu annuel par ménage supérieur à 45000 dollars PPA) consomment des biens et services particulièrement sophistiqués.

Le contenu des paniers de consommation évolue avec l'augmentation du revenu de chaque catégorie sociale. Tel bien, acheté principalement par telle catégorie sociale, l'est marginalement par une autre aux revenus inférieurs mais le sera de plus en plus lorsque son revenu augmentera. On est donc en présence de vagues de consommation. Les « vagues de consommation » se chevauchent donc pour partie. Elles sont éloignées l'une de l'autre lorsque la distribution des revenus est profondément inégale. Ainsi au Brésil dans les années soixante-dix, seules les classes moyennes pouvaient accéder au marché de l'automobile. Les vagues de consommation se rapprochent l'une de l'autre lorsque le revenu moyen augmente et que la distribution des revenus devient moins inégale et lorsque le progrès technique conduit, à terme, à des baisses de prix significatives. C'est ce qui explique que les populations dites vulnérables aient accès aux téléphones portables, aux micro-ordinateurs, aux tablettes... à une nuance près cependant concernant le niveau de gamme : aux populations modestes et pauvres les téléphones portables, aux classes moyennes les smartphones aujourd'hui. Dès aujourd'hui, les catégories vulnérables ont accès au marché automobile d'occasion et demain aux produits « low cost ».

représentent 28% de l'ensemble des ménages en 2010 et leur poids devrait continuer à augmenter si la croissance élevée de ces économies perdure. En Indonésie enfin, les ménages des classes moyennes et riches pèsent 30% de l'ensemble des ménages en 2012. Ces trois derniers pays ayant une population considérable (respectivement 1,35 milliard, 1,23 milliard et 247 millions d'habitants en 2012), la demande provenant des classes moyennes s'avère importante même si leur poids relatif dans la population reste modeste⁹.

9. La taille du ou des marchés nationaux est une variable importante. Plus celle-ci est importante, plus le marché des classes moyennes est grand, plus la possibilité de bénéficier d'économies d'échelles est forte. L'effet de cette variable sur la croissance est à relativiser aujourd'hui. Avec la globalisation commerciale et l'éclatement croissant de la chaîne de valeur qui l'accompagne, la dimension des marchés nationaux perd de son importance - et avec elle celle de la taille des marchés correspondant aux classes moyennes nationales - au profit des marchés internationaux. La Corée du Sud, pays relativement petit en termes de population, a pu ainsi mettre

Le pari des classes moyennes pour dynamiser la croissance ?

Est-ce la croissance et le régime de croissance qui lui correspond, qui expliquent la montée des classes moyennes, ou bien est-ce le poids accru de ces dernières qui contribue à la mise en place de nouveaux régimes de croissance caractérisés par des taux de croissance élevés ? Cette question appelle plusieurs réponses. Elles dépendent à la fois de la dimension absolue des classes moyennes et du degré d'ouverture des pays concernés. Si on se réfère aux années 1970 au Brésil, c'est une amélioration des marges des entreprises résultant d'une baisse sensible des salaires réels qui a conduit à une hausse du taux de croissance,

en place une industrie automobile conséquente parce que la production de voitures était d'abord destinée au marché international, puis/et au marché local.

lui-même générateur d'une augmentation relative des classes moyennes d'une hausse des revenus. L'émergence des classes moyennes stimule alors la croissance portée par un régime de croissance centré sur la production de biens de consommation durables. Les années 1970 se caractérisent par un protectionnisme élevé et le Brésil a la population la plus importante de l'Amérique latine (entre 100 et 120 millions d'individus à cette époque).

Le contexte actuel est différent de celui qui prédominait dans les années 1960-1970 et l'exemple du Brésil perd ainsi de sa pertinence pour deux raisons. La libéralisation prononcée des échanges s'oppose au protectionnisme relatif des années 1960-1970 et l'exportation de marchandises appelle de plus en plus l'exportation de services. L'essor des technologies de l'information et de la communication (TIC) bouleverse les conditions de production et la diffusion des connaissances. Toute une série de biens de consommation durables deviennent accessibles à des couches de la population dont les revenus sont faibles.

Peut-on alors considérer que l'essor des classes moyennes serait de nature aujourd'hui soit à dynamiser la croissance dans les économies latino-américaines en jouant sur la dynamique du marché intérieur, soit à contrecarrer une réduction du taux de croissance en Chine (ou encore en Inde) et permettre ainsi le passage d'un régime de croissance, reposant sur la dynamique des exportations et de l'investissement public en Chine, vers un régime de croissance dont la dynamique s'expliquerait pour une part importante par l'essor de la consommation des classes moyennes ?

Nous allons présenter dans un premier point le modèle brésilien des années 1960-1970 et dans un second point nous en verrons les limites dans le contexte actuel.

Un cercle vertueux entre la baisse des salaires des ouvriers, l'augmentation du taux de croissance et l'essor des classes moyennes au Brésil (1960-1970)

L'essor des classes moyennes au Brésil dans les années 1960-1970, observé dans une économie relativement fermée et protégée, a pour prémisses une accentuation radicale des inégalités de revenus, permise par l'instauration d'un régime dictatorial.

Au début des années 1960, le modèle de substitution des importations s'essouffle et les discussions portent sur la tendance à la stagnation. Selon des auteurs comme Furtado, le dépassement de cette tendance est possible à deux conditions : une réforme agraire, dynamisant le marché intérieur, et une planification indicative visant à réduire les incertitudes et à permettre une hausse du taux d'investissement. C'est une autre voie qui sera « choisie ». Au cours des années 1960, les régimes mis en place par les coups d'Etat militaires de 1964 et 1967 ont rendu possible une réduction de 45% des salaires réels des ouvriers en les désindexant de la hausse des prix. Les inégalités de revenus se sont alors accrues. C'est l'importance de ces inégalités qui explique que la courbe de demande soit coudée et que les ouvriers n'aient pas accès aux biens de consommation durables dits alors « biens de luxe » selon la terminologie ricardo-marxienne. La diminution des salaires des ouvriers n'affecte donc pas la demande dans le secteur des biens de consommation durables principalement dans la branche automobile- mais y réduit les coûts et augmente la rentabilité¹⁰. Toutefois, l'augmentation de la rentabilité de ce secteur ne peut être assurée que si la production rencontre une demande des classes moyennes suffisamment large. Ce qui, au cours de la période considérée, fut le cas du Brésil, pays le plus peuplé d'Amérique latine.

Après un certain temps de latence, le régime de croissance entre donc dans un « cercle vertueux ». La réduction des revenus des ouvriers, au début du processus, est plus que compensée par l'augmentation des revenus globaux des classes moyennes. Et l'atonie du secteur des biens de consommation non durables – résultant de la baisse des revenus des ouvriers – est plus que compensée par la dynamique du secteur des biens de consommation durables. L'élasticité de la demande par rapport

10. Pour expliquer l'originalité de ce régime de croissance, il convient de se référer aux travaux de Kalecki et de décomposer les activités économiques en trois secteurs : le premier secteur comprend la production de biens de consommation non durables dits biens « ouvriers » dans le quel les salaires des ouvriers (et des classes moyennes salariées) constituent un coût et une demande, le second secteur concerne la production de biens de consommation durables dits biens de « luxe » dans lequel les salaires des ouvriers ne sont qu'un coût et ne représentent pas une demande en raison du prix de ces biens et de l'ampleur des inégalités de revenus, le troisième secteur est celui produisant des biens d'équipement et des produits intermédiaires dans lequel l'intervention de l'Etat est, à l'époque, très importante.

aux revenus (des classes moyennes) est forte pour les biens produits dans le secteur des biens de consommation durables, et plus particulièrement pour les automobiles. L'expansion du secteur produisant des biens de consommation durables impacte la structure des emplois en favorisant relativement l'emploi qualifié et la croissance retrouvée, permet une hausse des rémunérations. Deux facteurs expliquent donc l'augmentation numérique des classes moyennes : la modification de la structure des emplois, l'augmentation des revenus due à la croissance, auxquels il faudrait ajouter les effets induits de la croissance des revenus sur les services (santé, etc.), notamment en termes d'emplois. La demande de biens de consommation durables augmente alors à mesure que ce secteur dynamique prend de l'importance. La croissance s'auto-entretenant à un niveau élevé, les revenus des ouvriers augmentent ensuite, mais à un rythme inférieur à ceux des classes moyennes. La pauvreté enfin diminue en même temps qu'augmente les inégalités, ce qui n'est pas sans rappeler une des caractéristiques majeure de la croissance de la Chine depuis une trentaine d'années.

Ce n'est donc pas l'essor des classes moyennes qui explique à l'origine la reprise de la croissance mais bien la baisse significative des salaires des ouvriers qui, sans entraîner une baisse de la demande de biens de consommation durables, a permis une réduction sensible des coûts. Celle-ci a engendré le cercle vertueux décrit ci-dessus. La relation est donc la suivante : baisse des salaires des ouvriers - valorisation du capital - croissance - essor des classes moyennes. Il s'agit donc d'un nouveau régime de croissance qui a été mis en place par la contrainte et dont l'épuisement à la fin des années 1970 viendra de l'endettement externe insoutenable, provoqué en partie par une insuffisance de l'épargne nationale.

La relation entre croissance et essor des classes moyennes qui illustre le cas du Brésil d'hier, peut-elle, dans un contexte totalement différent, s'appliquer à la Chine, à l'Inde voire à des pays émergents latino-américains comme le Brésil, le Mexique ou l'Argentine aujourd'hui ?

Le contexte change avec la globalisation

L'économie-monde est composée d'ensembles inégaux qui entretiennent des relations de dominant-dominé entre eux plus ou moins fortes. Les échanges se font entre des ensembles dont

les niveaux de monétarisation, de généralisation des marchandises, de protection du travail et de l'environnement, de salaires et de productivité sont différents. Ces différences sont relativement faibles entre pays avancés, elles sont plus ou moins importantes entre pays avancés et pays en voie de développement.

La globalisation ne se développe pas à la même vitesse dans chaque pays. Certes de nombreux « biens non échangeables » hier ne le sont plus aujourd'hui, y compris dans des secteurs qu'on pensait naturellement protégés par les délimitations de l'Etat national comme en partie celui de la santé. Mais pour autant, tous les biens ne sont pas « échangeables » et la vitesse à laquelle ils le deviennent n'est pas la même selon le pays. Les « biens échangeables » ne sont pas, non plus, tous soumis intégralement à la contrainte externe de compétitivité : l'espace joue un rôle important, non seulement en termes de coûts de transport et d'assurance, mais aussi en termes institutionnels comme les théoriciens de la géographie économique l'ont montré, à la suite des travaux pionniers de Kaldor¹¹.

Avec la libéralisation des échanges, la Chine, le Bangladesh, le Mexique, etc., sont devenus des « ateliers du monde ». Les firmes multinationales s'y sont installées, ou y ont cherché des sous-traitants locaux pour produire dans des conditions de travail non décentes, comparées à celles des pays avancés, des marchandises au coût le plus bas possible, profitant de la quasi-absence de codes du travail et de protection de l'environnement. Des segments de ligne de production sont délocalisés des pays avancés vers des pays devenus émergents. La chaîne de valeur est de plus en plus éclatée mondialement et une partie importante des lignes de production pour de nombreux produits se réalise dorénavant dans les pays asiatiques, voire à la frontière des Etats-Unis avec le Mexique.

En Chine, c'est la croissance qui explique pour l'essentiel l'essor des classes moyennes et non l'inverse, à la fois par la transformation progressive de la nature des emplois en faveur d'emplois plus qualifiés et par la hausse des rémunérations des travailleurs. Pour autant, ce n'est pas la consommation des classes moyennes qui explique la forte

11. La frontière continue à jouer un rôle y compris pour deux pays voisins pratiquant entre eux le libre-échange. Elle est un condensé de coutumes, de législations, d'institutions et d'habitudes différentes freinant la libre circulation des marchandises.

croissance. La contribution à la croissance de la consommation, en général, est faible dans les pays asiatiques. La croissance a pour origine l'effort exceptionnellement élevé des dépenses d'investissement notamment dans les infrastructures, et la croissance des exportations¹². Le maintien d'un taux d'investissement élevé est de plus en plus difficile pour diverses raisons dont la montée des créances douteuses dues au surendettement et l'apparition de capacités de production oisives importantes dans certains secteurs. Les perspectives de croissance des exportations deviennent moins favorables que par le passé et ce d'autant plus qu'il est de plus en plus difficile de passer d'une spécialisation reposant sur l'exportation de produits à basse intensité technologique à des exportations plus sophistiquées, ayant une valeur ajoutée plus grande.

Passer en Chine d'un modèle de développement à un autre reposant sur la dynamique du marché intérieur n'est pas aisé, malgré l'essor des classes moyennes. Les salaires ont certes cru en moyenne plus rapidement que la productivité du travail depuis 2009, mais la part de la consommation dans le PIB et sa contribution à la croissance augmentent encore trop faiblement. L'augmentation des coûts du travail, suite à celle des salaires, pour un taux de croissance de la productivité du travail donné, diminue la compétitivité des entreprises utilisant beaucoup de main-d'œuvre.

La division internationale du travail traduit aujourd'hui, plus qu'hier, le poids croissant de la contrainte de coûts au niveau international.

12. L'originalité du modèle chinois réside dans sa capacité à marier l'eau et le feu : le marché et le socialisme. Le secteur privé s'est fortement développé. Il n'est pas limité aux activités des seules firmes multinationales. Le secteur public est très important. Sa modernisation est financée par des crédits à taux d'intérêt très faibles, quitte à pratiquer une « répression financière » vis-à-vis du secteur privé devant emprunter à taux d'intérêt élevés. Les entreprises publiques bénéficient de subventions conséquentes. Protégés par des mesures administratives et le maintien d'un taux de change déprécié, les prix des produits manufacturés sont de plus en plus libres. La libéralisation est cependant moins importante pour les biens intermédiaires qui bénéficient de nombreuses subventions. Elle est enfin restreinte pour les facteurs de production, notamment en ce qui concerne les matières premières, les conditions d'emprunt et le travail dont les prix sont maintenus à un faible niveau. Enfin, la Chine peut être caractérisée par les facilités accordées pour acheter des entreprises étrangères - dans le but de s'approprier les technologies les plus récentes -, par un certain protectionnisme, *via* le maintien d'un taux de change déprécié et l'exclusion *de facto* à ce jour des entreprises étrangères dans les appels d'offre publics.

Pour tout un ensemble de produits, la contrainte externe pèse de plus en plus sous forme de pré-requis en termes de compétitivité. Les conditions ayant changé avec la libéralisation des échanges, le marché intérieur ne peut se concevoir indépendamment du marché extérieur pour un ensemble de produits de plus en plus important. La croissance tirée par le marché intérieur ne peut se réaliser que si les conditions de compétitivité sont globalement respectées, sinon l'augmentation de la demande se traduit par une hausse des importations, sauf retour au protectionnisme¹³. Ce n'est donc plus l'accroissement du poids relatif des classes moyennes qui peut dynamiser la croissance, bien au contraire, en favorisant les importations, les effets sur la croissance du PIB sont négatifs si les contraintes de compétitivité ne sont pas respectées. L'essor des classes moyennes produit alors l'effet inverse de celui attendu : au lieu de stimuler la croissance, il l'affaiblit en augmentant les importations, ainsi qu'on peut l'observer dans les pays émergents latino-américains..

On a vu précédemment que les classes moyennes étaient une catégorie sociale fourre-tout, plus ou moins hétérogène, non seulement parce que les critères pour les délimiter reposent soit sur des tranches de revenus plus ou moins arbitraires, soit sur des comportements de consommation, notamment de biens durables, aujourd'hui très différenciés, dont la diffusion touche la plupart des catégories sociales. Au-delà des classes sociales, ce sont les fortes inégalités de revenus, frein au développement de la consommation globale, qu'il convient de réduire.

Il convient donc de dépasser le cadre étroit des classes moyennes et d'envisager une amélioration des revenus des catégories vulnérables et des pauvres pour relancer la croissance par le marché intérieur. La dynamique de la croissance en Amérique latine ne passe pas exclusivement par l'essor

13. On comprend alors que la libéralisation des échanges puisse entraîner une « désindustrialisation précoce » en Amérique latine et en Afrique du Sud, les importations remplaçant pour partie la production lorsque la productivité du travail est insuffisante, que les efforts faits pour accroître les dépenses de recherche et développement ne sont pas conséquents, que les taux de change tendent à s'apprécier et que les placements financiers sont davantage préférés aux investissements productifs dans l'industrie (P.Salama, 2012). La désindustrialisation résulte alors de l'incapacité de compenser par des hausses de productivité importantes le différentiel de salaires qui existe entre ces pays et les économies émergentes asiatiques, malgré une réduction des revenus et une précarisation croissante.

des classes moyennes, mais par une augmentation relative des revenus des pauvres et des couches vulnérables, si toutefois six conditions sont satisfaites : 1/ un accroissement important de la productivité du travail diminuant le coût unitaire du travail ; 2/ la remise en question de la logique des économies rentières qui limite le taux d'investissement à une portion congrue dans les économies latino-américaines; 3/ une politique active visant à neutraliser l'appréciation de la monnaie ; 4/ une réforme fiscale permettant de diminuer les inégalités de revenus et d'améliorer le pouvoir d'achat des catégories de la population pauvre, vulnérable et des couches moyennes basses (émergentes) et de financer des services publics de qualité (éducation, santé...); 5/ une politique facilitant l'accès au crédit des pauvres et des couches vulnérables ; 6/ une politique industrielle active de l'Etat visant à aider des secteurs de pointe .

Conclusion

Dans les économies émergentes latino-américaines, voir dans l'essor des classes moyennes la clé aux difficultés de la croissance relève d'une illusion pour quatre raisons. D'abord parce qu'il s'agit d'un « objet difficilement identifiable ». Parce que l'essor des classes moyennes est davantage le résultat de la croissance que sa cause, la croissance ayant un double effet tant sur la structure des emplois que sur les rémunérations. Ensuite parce que le contexte de libéralisation des échanges et l'évolution des technologies ne rend plus possible la correspondance vertueuse, qui a pu être constatée dans le passé, entre la demande de biens de consommation durables et les dimensions optimales pour produire ces biens. Enfin parce que c'est l'ensemble des demandes portées par les couches pauvres, vulnérables et les classes moyennes qui peuvent permettre de dynamiser le marché intérieur, si toutefois certaines conditions sont remplies visant à limiter le poids des rentes et à transformer ces économies de rentières en économies productives.

En Asie, et plus particulièrement en Chine, la réponse à la question posée est relativement différente. Que ce soit les dragons (Corée du sud, Taïwan...), les tigres (Thaïlande, Indonésie...) ou bien la Chine, voire l'Inde, les problèmes ne sont pas les mêmes. Les coûts unitaires du travail sont faibles, bien que croissants chez les dragons et en Chine aujourd'hui. Les politiques industrielles sont actives, le taux d'investissement important

et l'effort pour la recherche conséquent. Il ne s'agit pas d'économies rentières. L'épuisement des sources de la croissance en Chine (croissance des exportations plus faible en raison de la crise des économies avancées, taux d'investissement revu à la baisse à cause à la fois des créances douteuses importantes et des surcapacités de production) impose que la croissance soit davantage tirée par la consommation des ménages, toutes catégories confondues. La montée en puissance des classes moyennes peut alors aider à dynamiser le marché intérieur grâce à l'essor de la production de biens de consommation durables sophistiqués. C'est une des possibilités compte-tenu de l'importance de la population chinoise. D'autres solutions existent dont celle d'une croissance tirée par la consommation grâce à une diminution sensible des inégalités de revenus. L'augmentation de la consommation de l'ensemble des ménages plutôt que celle des classes moyennes peut alors conduire à un mode de développement plus inclusif.

Bibliographie

- Banerjee A et Duflo E ; (2008) : « What is middle class around the world? », *Journal of economic perspective* 22 (2): 3-28
- Birdsall N. (2010): "The (indispensable) middle class in developing countries; or, the rich and the rest, not the poor and the rest", *Working paper* 207, Center for global development
- Bosc S (2013): *Tous en classes moyennes?* La documentation française.
- Boston Consulting Group (2012 et 2013): "Redefining Brazil's emerging middle class", 1-11; "Unlocking growth in the middle", 1-11; "Indonesia's rising middle class and affluent consumers", 1-12, disponibles dans www.bcg-perspectives.com
- Chauvel L (2006): *Les classes moyennes à la dérive*, Seuil.
- Ernst et Young (2013) : «Hitting the sweet spot, the growth of the middle class in emerging markets», 1-12, disponible [http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Hitting_the_sweet_spot/\\$FILE/Hitting_the_sweet_spot.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Hitting_the_sweet_spot/$FILE/Hitting_the_sweet_spot.pdf)
- Ferreira F, Messina J., Rigolini J., Lopez Calva L.F., Lugo M.A. et Vanis R. (2013) : *Economic mobility and the rise of the Latin American middle class*, Banque Mondiale, disponible dans www.worldbank.org

- Galassi G.F. et Gonzalez L.M.(2012): "Vulnerability factors in the middle class: evidence for Argentina and Mexico after the crisis of the 1990s", 89-116, *Frontera Norte*, vol 24, num 47
- Goux D., Maurin E. (2012): *Les nouvelles classes moyennes*, Seuil, collection République des idées
- Neri M.C. (org.2008) : *A nova classe media*, (1-68) CPS- Funcacao Getulio Vargas, disponible dans www.fgv/cps/classe.media
- Kharas H (2010): « The emerging middle class in developing countries », *Working paper*, 1-61, OECD Development centre
- Lora E et Fajardo J, (2011) : *Latin American middle class : the distance between perception and reality*, Banque interaméricaine de development. Disponible dans www.iadb.org
- Mc Kinsey (2013): *China's next chapter*, voir notamment la section relative aux classes moyennes : "Serving the new middle class", 54-80
- Milanovic B., et Yitzhaki S. (2002) : « Does decomposing world income distribution : does the world have a middle class ? », *Review of Income and Wealth* 48(2), 155-178)
- PexResearch (2009) : *The global middle class*
- PNUD (2013) : *Rapport sur le développement humain*
- Pochmann M. (2012) : *Nova classe media?* Ed Boitempo
- Ravaillon M (2009) : « The developing world's bulging (but vulnerable) middle class » *Policy Research Working Paper* 4816, 1-30, Banque Mondiale
- Ruda Ricci (2013) : *O fordismo tardio brasileiro*, 1-20, mimeo, disponible dans http://www.4shared.com/get/1hY15E54/o_fordismo_tardio.html
- Salama P (1976) : *Un procès de sous développement*, François Maspéro, voir la postface de la seconde édition
- Salama Pierre (2012) : *Les économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis*, Armand Colin, collection U
- Saxena R. (2013) : "La classe moyenne: moteur de la croissance en Inde", 37-45, Deutsche Bank Research, publié par *Problèmes économiques* n° 3060
- Singer A. (2009) « Raízes sociais e ideológicas do lulismo », 83-102, *Novos estudos*, Cebrap
- Uri D. et Shimelsi A. (2012), *In search of the global middle class: a new index*, 1-12, Carnegie Foundation, disponible dans : <http://carnegieendowment.org/2012/07/23/in-search-of-global-middle-class-new-index/cyo2>

Working Papers : la liste

- Hervé Le Bras, Jean-Luc Racine & Michel Wieviorka, *National Debates on Race Statistics: towards an International Comparison*, FMSH-WP-2012-01, février 2012.
- Manuel Castells, *Ni dieu ni maître : les réseaux*, FMSH-WP-2012-02, février 2012.
- François Jullien, *L'écart et l'entre. Ou comment penser l'altérité*, FMSH-WP-2012-03, février 2012.
- Itamar Rabinovich, *The Web of Relationship*, FMSH-WP-2012-04, février 2012.
- Bruno Maggi, *Interpréter l'agir : un défi théorique*, FMSH-WP-2012-05, février 2012.
- Pierre Salama, *Chine – Brésil : industrialisation et « désindustrialisation précoce »*, FMSH-WP-2012-06, mars 2012.
- Guilhem Fabre & Stéphane Grumbach, *The World upside down, China's R&D and innovation strategy*, FMSH-WP-2012-07, avril 2012.
- Joy Y. Zhang, *The De-nationalization and Re-nationalization of the Life Sciences in China: A Cosmopolitan Practicality?*, FMSH-WP-2012-08, avril 2012.
- John P. Sullivan, *From Drug Wars to Criminal Insurgency: Mexican Cartels, Criminal Enclaves and Criminal Insurgency in Mexico and Central America. Implications for Global Security*, FMSH-WP-2012-09, avril 2012.
- Marc Fleurbaey, *Economics is not what you think: A defense of the economic approach to taxation*, FMSH-WP-2012-10, may 2012.
- Marc Fleurbaey, *The Facets of Exploitation*, FMSH-WP-2012-11, may 2012.
- Jacques Sapir, *Pour l'Euro, l'heure du bilan a sonné : Quinze leçons et six conclusions*, FMSH-WP-2012-12, juin 2012.
- Rodolphe De Koninck & Jean-François Rousseau, *Pourquoi et jusqu'où la fuite en avant des agricultures sud-est asiatiques ?*, FMSH-WP-2012-13, juin 2012.
- Jacques Sapir, *Inflation monétaire ou inflation structurelle ? Un modèle hétérodoxe bi-sectoriel*, FMSH-WP-2012-14, juin 2012.
- Franson Manjali, *The 'Social' and the 'Cognitive' in Language. A Reading of Saussure, and Beyond*, FMSH-WP-2012-15, July 2012.
- Michel Wieviorka, *Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation*, FMSH-WP-2012-16, juillet 2012.
- Nancy Fraser, *Feminism, Capitalism, and the Cunning of History: An Introduction*, FMSH-WP-2012-17 August 2012.
- Nancy Fraser, *Can society be commodities all the way down? Polanyian reflections on capitalist crisis*, FMSH-WP-2012-18, August 2012.
- Marc Fleurbaey & Stéphane Zuber, *Climate policies deserve a negative discount rate*, FMSH-WP-2012-19, September 2012.
- Roger Waldinger, *La politique au-delà des frontières : la sociologie politique de l'émigration*, FMSH-WP-2012-20, September 2012.
- Antonio De Lauri, *Inaccessible Normative Pluralism and Human Rights in Afghanistan*, FMSH-WP-2012-21, September 2012.
- Dominique Méda, *Redéfinir le progrès à la lumière de la crise écologique*, FMSH-WP-2012-22, October 2012.
- Ibrahima Thioub, *Stigmates et mémoires de l'esclavage en Afrique de l'Ouest : le sang et la couleur de peau comme lignes de fracture*, FMSH-WP-2012-23, October 2012.
- Danièle Joly, *Race, ethnicity and religion: social actors and policies*, FMSH-WP-2012-24, November 2012.
- Dominique Méda, *Redefining Progress in Light of the Ecological Crisis*, FMSH-WP-2012-25, December 2012.
- Ulrich Beck & Daniel Levy, *Cosmopolitanized Nations: Reimagining Collectivity in World Risk Society*, FMSH-WP-2013-26, February 2013.
- Xavier Richet, *L'internationalisation des firmes chinoises : croissance, motivations, stratégies*, FMSH-WP-2013-27, February 2013.
- Alain Naze, *Le féminisme critique de Pasolini, avec un commentaire de Stefania Tarantino*, FMSH-WP-2013-28, February 2013.
- Thalia Magioglou, *What is the role of "Culture" for conceptualization in Political Psychology? Presentation of a dialogical model of lay thinking in two cultural contexts*, FMSH-WP-2013-29, March 2013.
- Byasdeb Dasgupta, *Some Aspects of External Dimensions of Indian Economy in the Age of Globalisation*, FMSH-WP-2013-30, April 2013.
- Ulrich Beck, *Risk, class, crisis, hazards and cosmopolitan solidarity/risk community – conceptual*

- and methodological clarifications, FMSH-WP-2013-31, avril 2013.
- Immanuel Wallerstein, *Tout se transforme. Vraiment tout ?*, FMSH-WP-2013-32, mai 2013.
- Christian Walter, *Les origines du modèle de marche au hasard en finance*, FMSH-WP-2013-33, juin 2013.
- Byasdeb Dasgupta, *Financialization, Labour Market Flexibility, Global Crisis and New Imperialism – A Marxist Perspective*, FMSH-WP-2013-34, juin 2013.
- Kiyomitsu Yui, *Climate Change in Visual Communication: From 'This is Not a Pipe' to 'This is Not Fukushima'*, FMSH-WP-2013-35, juin 2013.
- Gilles Lhuillier, *Minerais de guerre. Une nouvelle théorie de la mondialisation du droit*, FMSH-WP-2013-36, juillet 2013.
- David Tyfield, *The Coal Renaissance and Cosmopolitized Low-Carbon Societies*, FMSH-WP-2013-37, juillet 2013.
- Lotte Pelckmans, *Moving Memories of Slavery: how hierarchies travel among West African Migrants in Urban Contexts (Bamako, Paris)*, FMSH-WP-2013-38, juillet 2013.
- Amy Dahan, *Historic Overview of Climate Framing*, FMSH-WP-2013-39, août 2013.
- Rosa Rius Gatell & Stefania Tarantino, *Philosophie et genre: Réflexions et questions sur la production philosophique féminine en Europe du Sud au XX^e siècle (Espagne, Italie)*, FMSH-WP-2013-40, août 2013.
- Angela Axworthy *The ontological status of geometrical objects in the commentary on the Elements of Euclid of Jacques Peletier du Mans (1517-1582)*, FMSH-WP-2013-41, août 2013.
- Pierre Salama, *Les économies émergentes, le plongeon ?*, FMSH-WP-2013-42, août 2013.
- Alexis Nuselovici (Nous), *L'exil comme expérience*, FMSH-WP-2013-43, septembre 2013.
- Alexis Nuselovici (Nous), *Exilience : condition et conscience*, FMSH-WP-2013-44, septembre 2013.
- Alexis Nuselovici (Nous), *Exil et post-exil*, FMSH-WP-2013-45, septembre 2013.
- Alexandra Galitzine-Loumpet, *Pour une typologie des objets de l'exil*, FMSH-WP-2013-46, septembre 2013.
- Hosham Dawod, *Les réactions irakiennes à la crise syrienne*, FMSH-WP-2013-47, septembre 2013.
- Gianluca Manzo, *Understanding the Marriage Effect: Changes in Criminal Offending Around the Time of Marriage*, FMSH-WP-2013-48, GeWoP-1, octobre 2013.
- Torkild Hovde Lyngstad & Torbjørn Skarðhamar, *Understanding the Marriage Effect: Changes in Criminal Offending Around the Time of Marriage*, FMSH-WP-2013-49, GeWoP-2, octobre 2013.
- Gunn Elisabeth Birkelund & Yannick Lemel, *Lifestyles and Social Stratification: An Explorative Study of France and Norway*, FMSH-WP-2013-50, GeWoP-3, octobre 2013.
- Franck Varenne, *Chains of Reference in Computer Simulations*, FMSH-WP-2013-51, GeWoP-4, octobre 2013.
- Olivier Galland & Yannick Lemel, avec la collaboration d'Alexandra Frenod, *Comment expliquer la perception des inégalités en France ?*, FMSH-WP-2013-52, GeWoP-5, octobre 2013.
- Guilhem Fabre, *The Lion's share : What's behind China's economic slowdown*, FMSH-WP-2013-53, octobre 2013.
- Venni V. Krishna, *Changing Social Relations between Science and Society: Contemporary Challenges*, FMSH-WP-2013-54, novembre 2013.
- Isabelle Huault & Hélène Rainelli-Weiss, *Is transparency a value on OTC markets? Using displacement to escape categorization*, FMSH-WP-2014-55, janvier 2014.
- Dominique Somda, *Une humble aura. Les grandes femmes au sud de Madagascar*, FMSH-WP-2014-56, janvier 2014.
- Débora González Martínez, *Sur la translatio de miracles de la Vierge au Moyen Âge. Quelques notes sur les Cantigas de Santa Maria*, FMSH-WP-2014-57, janvier 2014.
- Pradeep Kumar Misra, *The State of Teacher Education in France: A Critique*, FMSH-WP-2014-57, janvier 2014.
- Naeem Ahmed, *Pakistan's Counterterrorism strategy and its Implications for domestic, regional and international security*, FMSH-WP-2014-59, janvier 2014.
- Anatole Fogou, *Histoire, conscience historique et devenir de l'Afrique : revisiter l'historiographie diopienne*, FMSH-WP-2014-60, janvier 2014.
- Pierre Salama, *Les classes moyennes peuvent-elles dynamiser la croissance du PIB dans les économies émergentes?*, FMSH-WP-2014-61, février 2014.

Position Papers : la liste

Jean-François Sabouret, *Mars 2012 : Un an après Fukushima, le Japon entre catastrophes et résilience*, FMSH-PP-2012-01, mars 2012.

Ajay K. Mehra, *Public Security and the Indian State*, FMSH-PP-2012-02, mars 2012.

Timm Beichelt, *La nouvelle politique européenne de l'Allemagne : L'émergence de modèles de légitimité en concurrence ?*, FMSH-PP-2012-03, mars 2012.

Antonio Sérgio Alfredo Guimarães, *Race, colour, and skin colour in Brazil*, FMSH-PP-2012-04, July 2012.

Mitchell Cohen, *Verdi, Wagner, and Politics in Opera. Bicentennial Ruminations*, FMSH-PP-2012-05, May 2013.

Ingrid Brena, *Les soins médicaux portés aux patients âgés incapables de s'autogérer*, FMSH-PP-2013-06, April 2013.

Samadia Sadouni, *Cosmopolitisme et prédication islamique transfrontalière : le cas de Maulana Abdul Aleem Siddiqui*, FMSH-PP-2013-08, September 2013.

Alexis Nuselovici (Nous), *Étudier l'exil*, FMSH-PP-2013-09, September 2013.